



ANALYSE DE CONFLIT

Zone « Walungu et Kabare »

Sud Kivu, R.D. Congo

Search for Common Ground

Février 2014

Ce rapport est basé sur une étude documentaire et des témoignages récoltés sur le terrain. Il ne reflète pas l'opinion de Search for Common Ground.

END VIOLENT CONFLICT

Angola · Belgium · Burkina Faso · Burundi · Central African Republic · Chad · Côte d'Ivoire · DR Congo · Guinea · Indonesia · Jerusalem · Kenya · Kyrgyz Republic · Lebanon · Liberia · Macedonia · Madagascar · Morocco · Nepal · Niger · Nigeria · Pakistan · Rwanda · Sierra Leone · Sri Lanka · Sudan · Tanzania · Timor-Leste · Tunisia · Uganda · United States · Yemen · Zimbabwe

SOMMAIRE

1. Résumé	3
2. Contexte et Justification	3
2.1. Contexte et objectifs de l'analyse	3
2.2. Méthodologie	4
3. Analyse	5
3.1. Descriptif de la zone	5
3.2. Analyse du système de conflit	7
3.2.1. Historique du conflit	7
3.2.2. Causes profondes	9
3.2.3. Multiplicateurs	9
3.2.4. Moteurs/dynamiques de conflit	12
3.2.5. Dynamiques positives	18
3.3. Faisabilité	22
3.3.1. Degré de présence de l'Etat	22
3.3.2. Interventions en cours (humanitaire, stabilisation, développement)	27
3.3.3. Environnement	28
4. Conclusion et recommandations	29
5. Bibliographie	30

1. Résumé

Dans le cadre de la révision de la stratégie internationale de soutien à la sécurité et stabilisation (ISSSS) du programme de stabilisation et reconstruction des zones sortants des conflits armés (STAREC), Search for Common Ground (SFCG) a mené une analyse de conflit et besoins en stabilisation dans les territoires de Kabare et Walungu. Cette analyse va contribuer à l'élaboration d'une stratégie provinciale de stabilisation et des plans d'actions prioritaires. SFCG a visité plusieurs localités dans les territoires de Kabare et Walungu pour avoir une meilleure compréhension et maîtrise des dynamiques de conflits et le processus de paix sur terrain.

Les conflits les plus graves qui ont été exprimés par les enquêtés dans cette zone d'étude sont ceux liés au pouvoir coutumier entre familles régnautes, ceux autour de la terre, notamment les limites de champs, et ceux qui sont liés à la présence du groupe armé, Raia Mutomboki, surtout dans la chefferie de Nindja, dans le territoire de Kabare.

- A cause d'une présence et capacité limitées des forces sécuritaires, le Raia Mutomboki a pu s'installer comme protecteur de la population locale. Le succès contre les FDLR a donné de la popularité à ce mouvement, mais depuis que cet objectif de déloger les FDLR a été atteint en 2011, la population souhaite la démobilisation de Raia Mutomboki qui a commencé de s'intéresser à l'exploitation minière en commettant des abus contre les civils.
- La présence d'une gouvernance personnalisée et clientéliste fait que les familles régnautes se disputent l'accession au pouvoir coutumier, ce qui implique l'accès à la terre et aux ressources naturelles. Le conflit entre deux frères d'accéder au pouvoir de la chefferie de Nindja laisse cette chefferie sans leadership et risque d'éclater étant donné l'implication du Raia Mutomboki.
- La dualité de la loi foncière et l'absence d'une justice foncière équitable sont responsables d'une multiplicité des conflits autour de la terre entre individus et familles. Les petits paysans se disputent les limites de leurs champs dont ils manquent des titres et des politiciens manipulent la confusion autour de la loi foncière d'accéder à la terre au détriment des communautés.

La zone d'étude connaît plusieurs organisations et associations locales ainsi que la structure officielle de la société civile qui interviennent dans le processus de paix dont la plupart connaît de problèmes de moyens et leurs efforts ne sont pas coordonnés. Le rôle d'églises et de radios est très limité et la participation des femmes dans le processus de paix est normalement exclue, même si ce sont elles qui souvent s'intéressent à la gestion et transformation de conflits.

2. Contexte et Justification

2.1. Contexte et objectifs de l'analyse

Le Gouvernement de la RDC, l'Unité d'appui à la stabilisation (UAS) de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation au Congo (MONUSCO) et les responsables du Programme de *stabilisation et reconstruction* des zones sortants des conflits armés (STAREC) ont finalisé la révision de la stratégie internationale de soutien à la sécurité et stabilisation (ISSSS) en 2013. La nouvelle stratégie résultant de cette révision propose la formulation de « Stratégies provinciales de stabilisation (SPS) et Plans d'actions prioritaires de stabilisation (PAPS) » devant énoncer les priorités provinciales pour la stabilisation, aussi

bien du point de vue géographique que thématique. Afin de pouvoir effectuer l'identification de ces priorités, il est indispensable de passer par une phase d'analyse. La stabilisation étant définie comme un processus permettant à l'Etat et à la population de s'attaquer aux principaux moteurs de conflits, l'analyse – qui doit être aussi exhaustive que possible – devra permettre de comprendre les dynamiques des conflits et leurs caractéristiques changeantes, ainsi que d'identifier leur localisation géographique.

Une des premières zones pertinentes pour l'analyse dans la province du Sud Kivu est celle de « Walungu Kabare ». Ce choix a été fait en consultation avec les partenaires du gouvernement provincial et les partenaires internationaux de l'ISSSS (MONUSCO, agences du système des Nations Unies, Organisations non gouvernementales (ONG) internationales et bailleurs de fonds) pendant un atelier à Goma en juillet 2014, et s'est basé sur la fragilité et les tendances de conflits violents et l'opportunité et faisabilité de transformer les conflits et de consolider la paix.

Objectifs de l'analyse

Objectifs spécifiques :

- Analyser les conflits spécifiques dans la zone de « Walungu Kabare » (causes profondes, multiplicateurs, acteurs et leurs motivations et dynamiques de conflit – les dilemmes sécuritaires, la mobilisation autour de la terre et de l'identité, l'exploitation des ressources naturelles et les dynamiques régionales et les liens avec un système de conflit plus large);
- Identifier l'ampleur de chaque dynamique de conflit et son importance relative au conflit dans la zone ciblée ;
- Identifier les dynamiques positives dans la zone ciblée sur lesquelles STAREC/ISSSS peut capitaliser, y compris les mécanismes existants de résolution de conflits, les solutions aux conflits identifiées par les communautés, et les raisons de leurs succès/échecs ;
- Evaluer l'environnement sécuritaire et l'accessibilité, et identifier les interventions en cours et les partenaires présents, ainsi que la présence gouvernementale dans la zone ciblée.

2.2. Méthodologie

En raison d'une absence des documents sur cette zone d'étude, ce rapport est principalement basé sur des informations collectées sur terrain pour affiner notre approche méthodologique. Pour cette raison, SFCG a utilisé une méthodologie à deux composantes, une mission d'évaluation sur terrain et l'analyse de données et la rédaction du rapport final. SFCG a collaboré avec CIRESKI dans l'évaluation sur terrain. Nous avons mené une mission¹ de six jours en janvier/février 2015 dans le territoire de Kabare (les localités de Chulwe, d'Ihembe, d'Iregabaronyi, de Cirunga et de Miti) et dans le territoire de Walungu (la chefferie de Kaziba (la localité de Nzibira et la localité de Mulamba dans le groupement de Kamanyola), et la chefferie de Ngweshe (les Groupements de Mushinga, de Nyangezi, et d'Ikoma, et Walungu-centre, qui est le chef-lieu de la chefferie de Ngweshe). La sélection de localités a été faite après une discussion entre l'UAS, le STAREC et SFCG. Les enquêteurs ont utilisé plusieurs outils de collecte de données : seize entretiens semi-structurés et sept *focus-groups* participatifs. 40% des participants étaient de femmes.

¹ SFCG et CIRESKI se sont divisés en deux pour mener l'évaluation sur les deux axes. Les équipes des enquêteurs étaient mixées donc SFCG et CIRESKI.

Les entretiens étaient menés avec une multitude d'acteurs dont des leaders, des jeunes, des femmes, des représentants des églises et de la société civile, des responsables des forces sécuritaires et ANR, etc. La récolte de données a été accompagnée d'observations de la part d'intervieweurs et de rapporteurs.

3. Genre

3.1. Descriptif de la zone

Profil administratif et physique

La superficie du territoire de Kabare est de 1960km² répartie en deux chefferies dont Kabare (1265km²) et Nindja (695km²) comprenant au total 17 groupements. Les localités visitées pendant la mission sur terrain sont celles de Chulwe, d'Ihembe, d'Iregabaronyi, de Cirunga et de Miti. La localité d'Ihembe se trouve dans le groupement d'Ihembe, la localité de Chulwe dans le groupement de Luhago, la localité d'Iregabaoronyi dans le groupement d'Iregabaoronyi, tous les trois dans la chefferie de Nindja. La localité de Miti est dans le groupement de Miti et Cirunga centre est dans le groupement de Cirunga, les deux dans la chefferie de Kabare.

Le territoire de Walungu contient deux chefferies, notamment la chefferie de Ngweshe avec 16 groupements et la chefferie de Kaziba avec 15 groupements. Sa superficie est de 1800km². Dans le cadre de cette analyse, nous avons visité la chefferie de Kaziba (la localité de Nzibira et la localité de Mulamba dans le groupement de Kamanyola) et la chefferie de Ngweshe (le Groupement de Mushinga, le Groupement de Nyangezi, le Groupement d'Ikoma, et Walungu-centre qui est chef-lieu de la chefferie).

Le sous-sol est riche en minerais. Pour le territoire de Kabare, on trouve la cassitérite, le coltan et l'or, comme à Ihembe et l'or à Chulwe et Iregabaronyi. Il n'y a pas de minerais détectés à Miti jusque-là. Dans le territoire de Walungu, il y a de l'or à Nzibira et à Mushinga. A Nzibira, on trouve aussi de la cassitérite et l'oriflamme. Certains endroits sont aussi favorables à l'agriculture. Le territoire de Kabare et surtout la chefferie de Nindja sont très fertiles et aussi favorables pour l'élevage de petit et grand bétail. Kabare est en outre favorisé par la forêt de Mugaba et par le Parc National de Kahuzi Biega.

Profil démographique et économique

Dans la zone d'étude, on trouve les communautés shi, tembo et lega et d'autres communautés minoritaires. Les Shi sont majoritaires dans les deux territoires, estimés à plus de 60-80% selon un endroit à un autre². Les Shi se considèrent comme autochtones dans les deux territoires, mais cette référence n'a pas beaucoup d'importance car les communautés ne se disputent pas pour le pouvoir coutumier, qui est contrôlé par les communautés autochtones, comme dans d'autres zones à l'Est de la RDC. Le pouvoir coutumier de Shi, qui sont majoritaires dans la zone, est bien respecté par les autres communautés. Cette zone fortement peuplée. L'activité économique principale est l'agriculture. Les produits agricoles principaux sont le manioc, les haricots, le maïs, la banane plantain, la patate-douce, le sorgho et la pomme de terre. C'est une zone pauvre avec un taux de pauvreté élevé, estimé à 70-90%, selon les enquêtes.

² A Mushinga, les Shi sont estimés à 65%, à Ihembe, Nzibira, et Mulamba à 70%, à Walungu-centre à 75%, à Miti et Ikoma à plus de 80%, et à Kamanyola à 60%. La localité de Kaziba est une exception avec 70% de Bazibaziba.

Profil politique

La majorité de députés élus proviennent de la communauté shi à cause de leur nombre majoritaire dans les deux territoires. Le territoire de Kabare compte quatre députés nationaux et quatre députés provinciaux dont tous de la communauté shi. Les députés nationaux sont :

- Mr. Mudumbi Mulunda du parti politique UDCO (Union pour le Développement du Congo)
- Mme. Béatrice Muderhwa du parti politique CCU (Convention des Congolais Unis)
- Mr. Franck Bahati Lukwebo du parti politique AFDC (Alliance des Forces Démocratiques du Congo)
- Mr. Jean-Marie Bamporiki du parti politique UNC (Union pour la Nation Congolaise)

Les députés provinciaux sont :

- Mr. Augustin Mburunge du parti politique MSR (Mouvement Social pour le Renouveau)
- Mr. Batumike Rugimbanya du parti politique CCU
- Mr. Maheshe du parti politique PPRD (Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie)
- Mr. Lucien Nyamwisisi du parti politique du PPRD

Le territoire de Walungu a quatre députés nationaux et cinq députés provinciaux. Tous sont de la communauté shi, la communauté majoritaire. Les députés nationaux sont :

- Mr. Aimé Boji Sangara du parti politique UNC
- Mr. Camunani Karazo du parti politique UNC
- Mr. Arome du parti politique UNC
- Mr. Katintima du parti politique PPRD

Parmi les députés provinciaux on cite :

- Mr. Teganyi Anicet du parti politique PPRD
- Mr. Mukiza du parti politique CVP
- Mr. Mubalama du parti politique PPRD
- Mr. David Ombeni du parti politique PPRD
- Mr. Mugunda du parti politique COFEDECL

D'autres politiciens qui proviennent du territoire de Walungu sont Vital Kamerhe (Président national de l'UNC et ancien Président de l'Assemblée nationale), Jean Baptiste Ntaha Kuderha (Ancien Ministre national de Budget), Professeur Masu ga Rugamika (ancien Ministre national de l'Enseignement supérieur et universitaire), Professeur Mushi Bonane (juriste avocat), Cishambo (actuel Gouverneur de la Province de Sud Kivu) et Jean Pierre Durcab Ntangano (actuel Directeur de Cabinet du gouverneur).

Accessibilité et communication

En général, toute la zone concernée par l'étude dans le territoire de Kabare est accessible par véhicule.

ANALYSE DE CONFLIT - Zone « Walungu et Kabare», Sud Kivu, R.D. Congo

- Le tronçon Bukavu-Chulwe est praticable, sauf qu'il y a quelques ponts et caniveaux en état de délabrement. Les ponts sont construits en planches et le tonnage prévu est généralement de seulement 5 tonnes. La circulation des véhicules de poids lourds a vite délabré ces ponts.
- Les tronçons Bukavu-Ihembe et Bukavu-Iregabaronyi : Les routes ne sont pas bonnes parce qu'elles ont été tracées manuellement par les paysans. Elles sont jonchées des nids des poules et des flaques d'eau.
- Le tronçon Bukavu-Miti : La route est praticable, sauf celles de dessertes agricoles à l'intérieur du groupement de Miti.
- Le tronçon Bukavu-Cirunga : La route est praticable mais en terre battue.

Les enquêtés ont indiqué que la petite criminalité est une réalité. Les coupeurs de route, essentiellement orchestrées par le Raia Mutomboki, sont signalés sur le tronçon Chulwe-Kishadu. Des barrières illégales sont érigées sur l'axe Kabare-Nindja dont les FARDC sont présumées responsables. Par ailleurs, les endroits visités, y compris Ihembe, Iregabaronyi et Chulwe, ne sont pas joignables par téléphone cellulaire ou par tout autre moyen de communication. Même le signal de radios n'arrose pas ces entités. La chefferie de Nindja en générale et le groupement d'Ihembe en particulier sont très enclavés.

Toutes les routes du territoire de Walungu sont moyennement bonnes, excepté la route nationale n°1 qui passe par les escarpements de Ngomo dans le groupement de Kamanyola, chefferie de Ngweshe. Cependant, étant donné que les routes ne sont pas asphaltées, l'accès est limité pendant la saison de pluie. A certains endroits, les militaires FARDC tracassent la population, notamment à la barrière de Mashango, Mushweshe, et Mushinga dans la chefferie de Ngweshe. Les éléments de Raia Mutomboki tracassent la population sur la route qui mène vers la localité de Kigulube et dans certaines rues dans le groupement de Mulamba.

Le mauvais état de routes et l'insécurité sur beaucoup d'axes a un impact négatif sur la circulation personnelle. Les habitants de la zone ont difficulté d'accéder aux marchés pour vendre leurs produits agricoles.

3.2. Analyse du système de conflit

3.2.1. Historique du conflit

L'histoire du conflit dans la zone d'étude s'inscrit dans l'histoire de l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), surtout la partie de l'histoire liée aux dynamiques régionales. La population locale de la zone d'étude se voit surtout en conflit avec le groupe armé Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) qui est un mouvement armé d'origine rwandaise. Leur présence en RDC est la conséquence d'une histoire de conflits régionaux tubuleuse qui tire ses origines dans le génocide rwandais en 1994. A la suite du génocide rwandais, près de deux millions de réfugiés hutus rwandais ainsi que les Interahamwe qui avaient perpétré le génocide sont arrivées à l'Est de la RDC, ce qui a

aggravé les tensions existantes entre les populations locales et les rwandophones. Les relations entre eux étaient déjà tendues surtout à cause d'une pénurie de terres et de questions de contrôle politique³.

L'offre d'un lieu de refuge aux Interahamwe par Mobutu a provoqué une invasion du Congo par le Rwanda et l'Ouganda en 1996 (la première guerre du Congo). L'AFDL (l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo), une coalition de congolais, rwandais et ougandais, dirigée par Laurent-Désiré Kabila, a brutalement démantelé les camps de réfugiés et en arrivant à Kinshasa, a chassé Mobutu du pouvoir et installé Kabila comme président en 1997. La « lune de miel » entre Kabila, Kagame et Museveni a toutefois vite pris fin en 1998 lorsque Kabila a tenté de reprendre de l'indépendance vis-à-vis de ses partenaires voisins, en excluant des Tutsi de son gouvernement. Le Rwanda et l'Ouganda sont de nouveau entrés au Congo tandis que Kabila a reçu de l'aide du Zimbabwe, de l'Angola et de la Namibie (la deuxième guerre du Congo). Par conséquent, la RDC était coupée en trois parties—la zone d'étude était sous contrôle de contrôle du Rassemblement congolais pour la démocratie, RCD, un mouvement rebelle appuyé par le Rwanda⁴. Une multitude de groupes armés se sont organisés à l'Est de la RDC comme des opposants aux intervenants étrangers. Ces groupes armés Maï Maï bénéficiaient d'un large soutien au sein des communautés locales et du gouvernement de Kinshasa. Ils se sont notamment coalisés avec les génocidaires hutu rwandais qui se réorganisaient au sein des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). La violence a directement ciblé la population civile, entraînant la montée des sentiments de haine et d'insécurité entre les communautés⁵.

Les FDLR sont devenus et restent un groupe armé important qui fait des coalitions opportunistes avec des groupes armés locaux, tandis que les abus contre la population civile se sont multipliés. Le mouvement avait beaucoup affaibli de 2008 à 2011 grâce aux opérations militaires par les FARDC et MONUSCO et à partir de 2011, des assassinats des leaders et des confrontations avec des groupes armés locaux dont des anciens collaborateurs (par exemples Maï Maï Cheka). Comme conséquences, les FDLR ont augmenté leurs représailles contre la population civile. Encore, les FDLR ont pu de nouveau profiter d'un vide sécuritaire qui a été créé par le processus de *régimentation* en 2011 qui a rassemblé les unités FARDC pour une restructuration et redéploiement. Les FDLR ont augmenté leurs activités pendant ce vacuum sécuritaire. Par la suite, un groupe armé d'autodéfense en Sud-Kivu, le Raia Mutomboki, a commencé des attaques contre les FDLR, surtout dans les territoires de Shabunda et Mwenga. Le Raia Mutomboki est un groupe armé d'autodéfense qui avait pris les armes pour protéger la population contre les abus par les FDLR dans le territoire de Shabunda en 2005. Entre 2005 et 2011, le mouvement était cependant plutôt dormant en ce qui concerne les confrontations avec les FDLR, au contraire, ils ont paradoxalement collaboré avec les FDLR dans l'exploitation illégale de l'or. En 2011, à cause de l'augmentation des activités et abus par les FDLR, Raia Mutomboki a commencé à activement combattre les FDLR et avec succès. Leurs opérations étaient appuyées par une nouvelle opération militaire lancée

³ La population rwandophone était arrivée au Kivu lors de plusieurs mouvements migratoires. Entre autre, ils ont été installés par les colonialistes pour répondre au besoin de main d'œuvre agricole à l'Est de la RDC et au manque d'espace habitable au Rwanda et Burundi. D'autres migrants sont arrivés à la suite de famines et conflits politiques aux pays voisins. Lorsque de l'indépendance, les rwandophones étaient devenus très nombreux au Sud-Kivu et presque une majorité au Nord-Kivu. Pour plus d'information, veuillez regarder l'analyse de conflits sur la zone autour de Kitchanga par SFCG en octobre 2014.

⁴ Ibid.

⁵ Ibid.

par les FARDC avec la MONUSCO en février 2012 contre les FDLR et autres groupes armés « Amani Kamilifu » (la paix totale) dans le Sud-Kivu. Les FDLR étaient forcés de se déloger. Aussitôt qu'ils se sont délogés, une nouvelle rébellion de M23 qui s'est créée en avril 2012 a réorienté le focus des militaires et « Amani Kamilifu » a été suspendu. Les FDLR ont profité encore une fois de ce vide sécuritaire pour reprendre certaines positions abandonnées. Néanmoins, la grande partie du Sud-Kivu, et surtout la zone d'étude, reste hors du contrôle des FDLR.

Le succès de Raia Mutomboki contre les FDLR leur a donné beaucoup de popularité et a causé une mobilisation en masse dans la zone d'étude et au Sud Kivu plus large. Cependant, après que les FDLR aient été délogés d'une grande partie du Sud Kivu, le Raia Mutomboki a commencé à s'attaquer contre les civils, surtout le pillage de leurs biens, et de s'intéresser de nouveau aux activités économiques⁶. Les enquêtés à Chulwe et Ihembe dans le territoire de Nindja ont affirmé que le Raia Mutomboki a commencé à se livrer aux actes de vandalisme contre la population depuis que l'objectif original (de déloger les FDLR) a été atteint. Le Raia Mutomboki est présentement surtout dans les territoires de Shabunda (nord), Kalehe (l'ouest) et Kabare (surtout la chefferie de Nindja).

3.2.2. Causes profondes

La plupart des causes des conflits sont historiques et directement liées à la mauvaise gouvernance. De son histoire coloniale et postcoloniale, le Congo n'a jamais connu un mode de gouvernance qui promeut le bien public, l'état de droit et le bien-être des citoyens. Le pouvoir a toujours été personnalisé et centralisé, clientéliste et patrimonial. L'accès au pouvoir politique et coutumier implique l'accès à la terre et aux ressources naturelles, et donc des denrées essentielles à la survie des familles. Le pouvoir coutumier est donc contesté entre et intra-familles régnautes comme dans la chefferie de Nindja. Les personnes de pouvoirs coutumier ou étatique manipulent souvent la dualité de la loi foncière, entre le droit écrit et le droit coutumier qui existe au Congo, et profitent de la vente des terres, avec ou sans titres, pour leur enrichissement personnel au détriment des petits paysans et des communautés.

A cause de la mauvaise gouvernance, le pays manque également une force sécuritaire qui est professionnelle et efficace. Les services de sécurité ne sont pas appuyés suffisamment par le gouvernement central en salaires, rations en vivres, logement de militaires, policiers et leurs familles et des services de soins. La grande partie de l'Est de la RDC est mal sécurisée et protégée. Les gens comptent souvent beaucoup plus sur des groupes armés d'autodéfense pour défendre leurs communautés et leurs biens que sur les forces sécuritaires légales.

3.2.3. Multiplicateurs

La présence d'armes

La constante prolifération et circulation des armes légères renforcent la présence des groupes armés. Les fusils d'assaut AK-47 et leurs munitions sont facilement disponibles à l'Est de la RDC. Dans certains cas, des groupes armés s'emparent des armes et des munitions à la suite d'offensives contre les FARDC

⁶ CONTESTED STATEHOOD, SECURITY DILEMMAS AND MILITIA POLITICS: THE RISE AND TRANSFORMATION OF RAÏA MUTOMBOKI IN EASTERN DRC, L'Afrique des Grands Lacs, 2013-2014

qui parfois fuient les combats en laissant derrière eux leurs armes et munitions. Dans d'autres cas, des soldats FARDC ou des intermédiaires leur vendent des armes et des munitions. Un stock important provient également des pays voisins tels que le Rwanda et l'Ouganda. La facile disponibilité des armes encourage les rebelles à s'en prendre à la population pour extraire des ressources permettant de financer leur existence.

Comme conséquence d'une facile disponibilité, les jeunes associés au Raia Mutomboki ont des armes légères chez eux. Dans le groupement de Nindja, par exemple, plusieurs jeunes enquêtés ont affirmé que les anciens éléments Raia Mutomboki démobilisés se servent encore de leurs armes pour survivre par manque d'un encadrement adéquat. Le Raia Mutomboki est également doté en armes et munition par deux chefs traditionnels qui se battent pour le pouvoir dans le groupement de Nindja (plus d'information ci-dessous)⁷. Il y a aussi eu des cas où des militaires FARDC (par exemple, le Major General Amisi)⁸ fournissaient aux Raia Mutomboki des armes et des munitions. En outre, plusieurs membres de Raia Mutomboki sont des déserteurs de l'armée nationale qui ont amené leurs armes avec eux⁹.

L'impunité

Le système judiciaire congolais est quasi inexistant (plus d'information ci-dessous dans « Degré de présence de l'Etat »). Les institutions et personnel judiciaires ne sont pas suffisamment payés et manquent des capacités techniques appropriées. Des politiciens et des militaires interfèrent souvent dans les poursuites judiciaires et les jugements¹⁰. Cet état des choses rend la justice personnalisée, corrompue et subjective. La durée des poursuites, l'éloignement des postes de police et des juridictions, les frais élevés des prestations, et le manque de confiance dans le système sont des raisons principales pour lesquelles la population cherche rarement une solution judiciaire à un conflit ou à une violation des droits de l'homme¹¹.

L'impunité pour des violations des droits de l'homme, y compris la violence sexuelle, encourage la persistance des violences. Les groupes armés locaux et étrangers opèrent sans empêchement, souvent avec la complicité des autorités de l'Etat et des forces armées moins disciplinées et mal payées. Des éléments indisciplinés au sein des FARDC et des officiers corrompus qui font cause commune avec les groupes armés, et s'en prennent aux populations civiles, sont une source d'insécurité autant que les groupes armés eux-mêmes.

Dans la zone d'étude, les violations des droits de l'homme sont récurrentes et la problématique de l'impunité est préoccupante, ont affirmé les enquêtés. Les auteurs sont généralement le Raia

⁷ Selon le Chef d'antenne de l'ANR d'Ihembe (mission sur terrain SFCG janvier/février 2015)

⁸ Final Report of the UN Group of Experts on the DRC (S/2012/843) 2012

⁹ CONTESTED STATEHOOD, SECURITY DILEMMAS AND MILITIA POLITICS: THE RISE AND TRANSFORMATION OF RAÏA MUTOMBOKI IN EASTERN DRC, L'Afrique des Grands Lacs, 2013-2014

¹⁰ DRC 1993-2003, UN Mapping Report, August 2010, par. 929 ; Amnesty International, The Time for Justice is Now, August 2011 ; ITUC, Violence against Women in Eastern Democratic Republic of Congo, Whose responsibility? Whose complicity ?, November 2011

¹¹ Ibid.

Mission sur terrain SFCG janvier/février 2015 (témoignages)

Mutomboki, surtout dans le territoire de Kabare, mais il y a aussi des auteurs non identifiés et des éléments FARDC. Les militaires sont surtout accusés d'être des acteurs de l'érection des barrières illégales et des arrestations arbitraires. Le Raia Mutomboki est responsable des assassinats, viols, coups et blessures et vols et la torture. Des bandits non identifiés font des enlèvements des enfants, viols des femmes et filles et étranglement des gens par la corde dite magique. La population appelle ce banditisme « Kabanga », un phénomène qui affecte surtout Miti (Kabare) et Kamanyola (Walungu). Dans toute la zone, la population déplore que face à toutes ces violations, les présumés auteurs demeurent impunis et les victimes ne sont pas réhabilitées dans leurs droits¹².

L'économie de guerre

L'exploitation minière à l'Est de la RDC est une source de financement importante et une grande motivation pour les groupes armés à continuer d'utiliser la violence. Pour la zone d'étude, c'est surtout le Raia Mutomboki qui s'enrichit illicitement à travers les minerais. Ce groupe armé se dit protecteur des civils contre les exactions des FDLR, mais il continue à déstabiliser la zone même après le délogement des FDLR en 2011. Ces membres contrôlent l'exploitation de beaucoup de mines, ils imposent des taxes et travaillent eux-mêmes dans les sites. L'exploitation reste largement artisanale.

Le manque d'opportunités

Les recrues des groupes armés sont principalement des jeunes avec un niveau d'éducation peu élevé, qui n'ont pas eu l'occasion de quitter leur milieu pour chercher d'autres opportunités. L'adhésion à un groupe armé est ressentie localement comme un des moyens les plus sûrs de garantir l'ascension sociale et la sécurité familiale. Pour certains jeunes, prendre les armes est aussi l'occasion d'affirmer un idéal de masculinité et de virilité. L'abondance des armes dans la région et la récurrence des combats ont façonné une conception très militarisée de la « masculinité », qui explique à la fois la décision de prendre les armes et les comportements violents (notamment les violences sexuelles) pendant les périodes de conflit¹³.

Pour la zone d'étude, la pauvreté et le manque d'opportunité sont très aggravées avec un taux de pauvreté élevé, estimé à plus de 70-90% et un taux de chômage à plus de 90%¹⁴. Il n'y a presque pas d'emplois formels dans ces zones rurales. A cause d'un manque d'opportunités, les jeunes sont facilement mobilisés de rejoindre le Raia Mutomboki. Parmi les recrutés volontaires on trouve aussi des creuseurs en chômage¹⁵. Les enquêtés ont mentionné l'abandon des études par des enfants à cause des difficultés des familles de payer les frais scolaires comme un de plus grands enjeux auxquels font face les communautés¹⁶.

¹² Mission sur terrain SFCG janvier/février 2015

¹³ Entretien staff SFCG, janvier 2015

¹⁴ Mission sur terrain SFCG janvier/février 2015

¹⁵ CONTESTED STATEHOOD, SECURITY DILEMMAS AND MILITIA POLITICS: THE RISE AND TRANSFORMATION OF RAÏA MUTOMBOKI IN EASTERN DRC, L'Afrique des Grands Lacs, 2013-2014

¹⁶ Mission sur terrain SFCG janvier/février 2015

3.2.4. Moteurs/dynamiques de conflit

3.2.4.1. Dilemmes sécuritaires

L'effectif de forces de sécurité (PNC et FARDC) est très réduit pour assurer la sécurité des civils et de leurs biens. A Chulwe, à titre d'exemple, il n'y a aucun policier et les six policiers à Ihembe doivent couvrir toute la chefferie de Nindja. Pour Miti et Cirunga, il y a 14 policiers qui ont toute la chefferie de Kabare sous leur contrôle. La PNC manque également des moyens de transport et communication. Le nombre de militaires FARDC est aussi très réduit dans toute la zone.

A part des nombres très réduits, les membres de forces de sécurité font face aux plusieurs difficultés. Les militaires ne sont pas suffisamment payés et souvent en retard tandis que la plupart de policiers ne reçoivent même pas leur solde. Tous manquent de soins médicaux et n'ont pas à leur disposition de logement ni de bâtiments administratifs. A cause de cette situation précaire des forces de sécurité, certains membres des FARDC et PNC commettent des abus contre la population civile pour accéder à l'argent ou vivres pour survivre. L'insécurité a motivé des acteurs illégaux de s'établir comme 'protecteurs de civils' et d'autres de simplement abuser de la population.

L'activité des groupes armés illégaux

Le Raia Mutomboki

Les enquêtés ont estimé que Raia Mutomboki a été créé pour l'autodéfense de la population, étant entendu que les éléments de l'ordre ne sont pas suffisamment nombreux. Le Raia Mutomboki affirme avoir pris les armes pour défendre la population contre les exactions des FDLR. Après leur succès en délogeant les FDLR dans la grande partie du Sud Kivu en 2011, le groupe a cependant commencé à s'attaquer contre les civils,¹⁷ même si dans quelques endroits comme à Mushinga, les gens continuent à attribuer des abus aux éléments FDLR. Pour la zone d'étude, c'est surtout la chefferie de Nindja, dans le territoire de Kabara, qui est affectée par les activités du Raia Mutomboki. Les enquêtés à Chulwe et Ihembe dans le territoire de Nindja ont affirmé que le Raia Mutomboki se livrent aux actes de vandalisme contre la population. Les éléments Raia Mutomboki font des embuscades armées et ciblent souvent les bus qui transportent les gens aux marchés, et des collectes forcées¹⁸. Des coupes de route sont surtout signalées sur le tronçon Chulwe-Kishadu car ces localités n'ont ni policiers ni éléments des FARDC pour assurer la sécurité. Au marché de Bitara, les Raia Mutomboki organisent une collecte forcée chaque samedi, jour du marché. Ils sont aussi responsables pour des assassinats, viols, coups et blessures, vols et torture. Le groupement d'Iregabaronyi, dans la chefferie de Nindja, est sous contrôle total des deux groupes rivaux de Raia Mutomboki. Raia Mutomboki est contrôlé par le général autoproclamé Lukoba qui a remplacé le général autoproclamé Nyanderema qui s'est intégré aux FARDC vers le mois de janvier 2015. Raia Mukombozi est dirigé par un autre général autoproclamé Blaise Lukisa, remplaçant son père décédé, le général autoproclamé Gaston Lukisa. Le Raia Mukombozi est un sous-groupe de Raia Mutomboki qui a changé son nom en 2011 après que les FDLR aient été délogés.

¹⁷ CONTESTED STATEHOOD, SECURITY DILEMMAS AND MILITIA POLITICS: THE RISE AND TRANSFORMATION OF RAÏA MUTOMBOKI IN EASTERN DRC, L'Afrique des Grands Lacs, 2013-2014

¹⁸ De même, signalons que le samedi 31 janvier 2015 vers 16h30, l'équipe des enquêteurs déployée dans la zone a documenté le cas de collecte forcé par un élément Raia Mutomboki en possession de son arme au marché de Bitara à Nindja.

En même temps, le Raia Mukombozi de Blaise est considéré par les Raia Mutomboki de Shabunda (l'origine de Raia Mutomboki) comme des faux Raia Mutomboki qui ont seulement été créés par un chef coutumier qui cherche à s'imposer avec l'appui d'un groupe armé (plus d'information ci-dessous dans « Mobilisation autour de la terre et de l'identité »).

Le Raia Mutomboki aussi opère dans quelques endroits dans le territoire de Walungu sous étude. Dans le groupement de Mulamba, le Raia Mutomboki est actif à Cinda et Kashebeyi, ce qui a occasionné le déplacement de certains habitants vers le centre de Mulamba, Nzibira et vers Nzinzi. Les éléments de Raia Mutomboki aussi tracassent la population sur la route qui mène vers la localité de Kigulube et dans certaines rues dans le groupement de Mulamba. Depuis que les Raia Mutomboki ont délogé les FDLR de la zone, les affrontements se déroulent de temps en temps entre les Raia Mutomboki et les FARDC qui essaient de déloger ce groupe armé. Les enquêtés à Chulwe ont mentionné ces affrontements comme étant la cause d'insécurité la plus grave chez eux. Récemment, le Raia Mutomboki a été chassé de Nzibira par les militaires FARDC en novembre 2014, ce qui permet de nouveau la praticabilité de la route Nzibira-Shabunda. La population enquêtée souhaite que le Raia Mutomboki soit démobilisé comme leur objectif de combattre les FDLR a été atteint.

Le rôle de femmes et chefs coutumiers dans la mobilisation pour le Raia Mutomboki

L'encouragement par des femmes, qui souffraient des abus par les FDLR, de combattre les FDLR a été très central dans la mobilisation pour le Raia Mutomboki. En outre, les femmes produisaient et produisent toujours le médicament (*dawa* en swahili) qui devrait rendre les combattants invisibles¹⁹. Les chefs coutumiers ont aussi joué un rôle dans la mobilisation et ils le font toujours. Ils sont en contact direct avec les commandants de Raia Mutomboki et font la liaison avec la population locale. Le lien avec Raia Mutomboki les aide de maintenir le pouvoir coutumier (plus d'information ci-dessous dans « Mobilisation autour de la terre et de l'identité »)²⁰.

Les bandits non identifiés

Des bandits non identifiés opèrent des enlèvements des enfants, viols des filles et étranglement des gens par la corde – un phénomène que la population appelle « Kabanga ». Ce banditisme affecte surtout le groupement de Miti (Kabare) et le groupement de Kamanyola (Walungu). Selon les enquêtés, cette situation est la conséquence directe du niveau de pauvreté qui laisse croire à certaines gens qu'il y a lieu de s'enrichir en ayant certains organes, le sang ou même la corde qui a servi pour étrangler quelqu'un. Malheureusement, autant les présumés auteurs de ces crimes ne sont pas toujours appréhendés pour qu'ils s'en expliquent, autant il n'y a aucun marché qui est reconnu pour la vente de ces objets. Ce phénomène a déjà causé la mort des enfants dans les localités de Kashenyi et Rugenda dans le groupement de Kamanyola. A Kamanyola, certaines gens surtout les enfants ne vont plus aux champs par crainte de ces bandits²¹.

¹⁹ Armed groups and the exercise of public authority: the cases of the Mayi-Mayi and Raia Mutomboki in Kalehe, South Kivu, Peacebuilding, mai 2014

²⁰ Armed groups and the exercise of public authority: the cases of the Mayi-Mayi and Raia Mutomboki in Kalehe, South Kivu, Peacebuilding, mai 2014

²¹ Mission sur terrain SFCG janvier/février 2015

Les services sécuritaires

Des abus sont également commis par des éléments des FARDC mal disciplinés et mal payés. Ils installent des barrières illégales sur plusieurs axes. L'axe Nindja-Kabare est l'un parmi les axes les plus touchés. Il y a aussi des barrières illégales érigées par les FARDC présumées responsables sur l'axe Kabare-Nindja et dans les localités de Mashango, Mushweshe, et Mushinga dans la chefferie de Ngweshe, territoire de Walungu. Aux barrières érigées dans les localités de Bitara, Kave, Lushanja, Shembe, Biranga, Ciguri dans la chefferie de Nindja, les civils sont obligés de payer une somme de 200Fc pour traverser, surtout le jour du marché. Les FARDC sont responsables d'autres violations des droits de l'homme comme les arrestations arbitraires, l'extorsion et l'intimidation. Les enquêtés à Mushinga et Kamanyola ont parlé de ces tracasseries et arrestations arbitraires par les militaires comme grande inquiétude. Certains éléments de l'ANR et police sont aussi accusés d'être derrière certains de ces abus, selon les enquêtés à Miti, dans le groupement de Kabare²².

3.2.4.2. Mobilisation autour de la terre et de l'identité

Conflits de pouvoir coutumier

Dans le territoire de Kabare, la famille régnante Baluzi s'oppose à Nindja où deux frères de la famille royale, Marcel Cihugo Cana Nindja et Freddy Bataona Na Nindja, s'affrontent pour succéder au feu Mwami Alexandre Maheshe Na Nindja qui est décédé il y a environ un an. Marcel Cihugo Cana Nindja se prétend avoir été désigné par le testament comme successeur est totalement contesté par son frère Freddy Mutaona Na Nindja qui se déclare comme fils légitime du défunt. Certains des enquêtés affirment que ce conflit a déjà divisé la communauté en deux. Les « Sokobenga » sont les membres de la communauté qui supporte Freddy Bataona Na Nindja tandis que les « Murambi » appuient Marcel Cihugo Cana Nindja. Les deux frères auraient même créé des milices individuelles pour se conquérir le pouvoir. Souvent quand il y a un conflit entre deux personnes d'accéder au pouvoir, elles impliquent le Raia Mutomboki. Blaise Lukisa, chef d'une partie de Raia Mutombozi, est présumé supporteur de Marcel Cihugo Cana Nindja et le général autoproclamé Lukoba qui est responsable d'une autre partie du Raia Mutomboki est présumé supporteur de Freddy Bataona Na Nindja. Selon ces enquêtés, des armes à feu tout comme des armes blanches (machettes, lances, etc.) sont prêtes et chaque camp n'attend que le mot d'ordre de son chef. A cet effet, en avril 2014, dans la localité de Kasheyi, dans le groupement d'Iregabaronyi, des hommes en armes présumés éléments du Gaston Lukisa (qui dirigeait Raia Mutombozi jusqu'à sa mort) ont tué par balle dix personnes dont quatre femmes parce que la population locale serait derrière Monsieur Freddy Bataona Na Nindja²³.

Les enquêtés ont expliqué que la polygamie de certains chefs coutumiers tels que le feu Mwami Alexandre Maheshe Na Nindja est à la base des problèmes de succession et d'héritage car il est souvent difficile de passer à la liquidation des biens laissés par le défunt. Mwami Alexandre avait plusieurs femmes et a mis au monde une soixantaine d'enfants dont Marcel Cihugo Cana Nindja et Freddy Bataona Na Nindja qui sont des mères différentes. Freddy Bataona Na Nindja soupçonne Marcel Cihugo

²² Ibid.

²³ Ibid.

Cana Nindja de n'être pas de sa famille et se réclame comme le Mwami légitime et successeur de son défunt père. Quant à Marcel Cihugo Cana Nindja, il soutient qu'il est fils du feu le Mwami et le testament le confirme comme successeur du Mwami de Nindja²⁴. Les deux frères se promettent l'accès à la terre et aux ressources naturelles pour eux et leurs familles avec l'accession au pouvoir coutumier.

Dans le territoire de Walungu, dans le groupement de Nzibira, les fils des défunts le Chef de la localité de Nyamarege, Monsieur Matumwabirhi Rusasi et son sujet, Monsieur Kashangabuye sont en conflit. Le fils de ce dernier revendique le champ que le défunt Matumwabirhi avait donné au défunt Kashangabuye en tant que son sujet. Ainsi, ce dernier s'y oppose, estimant que le champ lui appartient parce qu'il a hérité de son défunt père. Quant à Matumwabirhi, il montre que le feu Kashangabuye n'avait pas donné la redevance à son père. D'où il doit le lui restituer²⁵.

Dans le groupement de Mushinga, il existe plus des conflits de leadership entre le chef de groupement et le Mwami du territoire de Walungu. Le chef de groupement veut jouir d'une certaine autonomie par rapport à son Mwami.

Conflits fonciers

Des conflits existent sur les limites de champs ce qui est surtout crée par manque d'assez de terre dans la zone d'étude très peuplée. A plusieurs occasions, les gens déplacent les plantules de démarcations communément appelées « Kaharhi », créant ainsi des foyers de tensions interminables. A titre d'exemple, dans la localité de Cirumbi dans le groupement de Miti, deux familles s'opposent pour avoir déplacé le « Kaharhi » à une distance d'environ un mètre de ce qui était dénoué par le Chef de groupement. A Ikoma dans le territoire de Walungu, les gens a l'habitude de profiter de la mort de voisins pour déplacer les bornes. La population enquêtée a expliqué que la non-maîtrise des textes légaux en matière foncière et successorale et le manque de justice équitable sont à la base de ces conflits fonciers²⁶.

Les autorités coutumières sont également accusées de freiner l'accessibilité aux titres fonciers en exigeant des taxes et frais exorbitants pour les mesurages et l'octroi des titres. En outre, certains notables qui vivent au centre de Miti mais aussi à Bukavu et ailleurs manipulent la loi foncière (la dualité entre la loi écrite et la loi coutumière) et s'accaparent des champs des autres citoyens. A Walungu centre, certaines autorités coutumières exigent des titres pour avoir droit à la terre²⁷. Jusque à la nouvelle législation foncière adoptée en 1973 (qui faisait passer toutes les terres sous le contrôle de l'Etat et les ouvrait à la vente privée), les terres étaient exclusivement gérées par les chefs coutumiers²⁸. La nouvelle loi a créé une dualité de la loi foncière car le droit coutumier d'allocation de terres continue à être appliqué. Cette dualité entre le droit écrit et le droit coutumier permet aux leaders politiques et

²⁴ Ibid.

²⁵ Ibid.

²⁶ Ibid.

²⁷ Ibid.

²⁸ International Alert, Terre, Pouvoir et Identité, 2010

coutumiers de manipuler la loi pour acquérir de larges portions de terres et en chassant les populations paysannes.

De plus, certains enquêtés, comme à Kamanyola, affirment qu'il y a des gens qui vendent des champs aux étrangers, notamment les rwandais et burundais. Il arrive que les autochtones vendent entre eux à leur nom propre mais pour le compte des étrangers et qu'après la récolte toute la production soit vendue au Rwanda et au Burundi. Certains des interlocuteurs pensent que des notables mettent parfois des moyens en jeu pour déstabiliser les villages afin que les paysans puissent fuir puis ils leur proposent de vendre leurs champs au prix très réduit car ces champs sont réputés être situés dans un endroit insécurisé²⁹. Les petits paysans se voient marginalisés sur le point économique par les leaders politiques et coutumiers. Le fait que des terres sont vendues aux étrangers qui vivent dehors du pays au moment où la terre est déjà rare ajoute à ce sentiment d'être traités injustement par les autorités.

Il y a aussi de conflits entre cultivateur et éleveur, comme à Kamanyola, surtout pendant les périodes culturelles. Les bergers en venant de Mutarule, Luberizi et Bwegera amènent leurs vaches à la recherche des pâturages qui ravagent les champs des habitants. Selon la population enquêtée, ces bergers sont bien armés avec des armes légères, couteaux, machettes et lancent et certains pensent qu'il y a la complicité de la part des autorités locales dans cette affaire car malgré tous les désordres qu'ils occasionnent ces dernières sont indifférentes³⁰.

Le groupement de Nyangezi dans le territoire de Walungu connaît plus le problème des limites entre la chefferie de Kaziba et le groupement de Kamanyola dans la chefferie de Ngweshe. Les Bazibaziba (habitants de Kaziba) revendiquent l'annexe de ce groupement à leur chefferie de Kaziba. Il en est de même pour Kamanyola qui en revendique. Ce conflit est surtout créé par le fait que la chefferie de Kaziba est petite et presque infertile et ses habitants donc souhaitent d'exploiter le Groupement de Kamanyola.

3.2.4.3. Exploitation des ressources naturelles

Dans les endroits où les minerais ont été détectés, l'exploitation reste artisanale. On trouve surtout de l'or comme à Ihembe, Chulwe et Iregabaronyi (Kabare) et à Nzibira et Mushinga (Walungu), mais aussi de la cassitérite (Ihembe, Nzibira) et de l'oriflamme (Nzibira) et du coltan (Ihembe). Les services de mines sont absents dans le territoire de Kabare et dans beaucoup de sites, les Raia Mutomboki contrôlent cette exploitation, même si dans quelques endroits comme à Ihembe et Chulwe, les chefs de villages s'y impliquent aussi. Plusieurs mines connaissent des disputes sur la propriété et l'accès. A Ihembe, les Raia Mutomboki et les notables se disputent le contrôle tandis qu'à Iregabaronyi, deux fractions de Raia Mutomboki (les Mutomboki et Mukombozi) s'affrontent³¹.

²⁹ Mission sur terrain SFCG janvier/février 2015

³⁰ Ibid.

³¹ Ibid.

En général, les civils travaillent dans les mines avec la présence des membres de Raia Mutomboki qui aussi imposent des taxes sur les travailleurs³². Il y a aussi une présence des militaires FARDC dans les sites, surtout dans le territoire de Walungu, comme dans le carré-minier de Mukungwe, communément appelé Maroc, qui se trouve dans le groupement de Mushinga. La population de Mukungwe et Madaka avec leurs chefs de localité se dispute également l'accès au carré-minier de Maroc, ce dernier étant remis à la société BANRO Mining. Ce conflit a déjà occasionné la mort de huit personnes et les enquêtés ont dit que les autorités provinciales n'ont aucune volonté de s'y impliquer pour résoudre le problème.

Autour de ces carrés-miniers, certaines activités économiques se sont développées comme les restaurants, le petit commerce et le logement dont bénéficie la population locale³³. Le secteur minier n'est néanmoins pas apprécié par tout le monde. Les enquêtés à Ihembe ont parlé de l'abandon de familles par certains hommes pour aller travailler dans les carrés-miniers, d'autres ont dit que ce ne sont que les vendeurs qui bénéficient de l'exploitation. A Kaziba, les enquêtés ont indiqué que les jeunes gens sont devenus délinquants et orgueilleux à cause de la fortune qu'ils tirent de l'exploitation des mines. Les conditions de travail sont très difficiles étant donné qu'ils pratiquent l'exploitation artisanale. Les personnes enquêtées ont indiqué qu'il arrive des fois où certains creuseurs succombent dans les fossés où se trouve le filet de l'or suite à l'éboulement de terre, d'autres meurent à cause du gaz appelé « Shimoke ». Ils ont ajouté que dans les carrières-minières, on peut rencontrer plusieurs catégories de personnes de nationalité et des tribus différentes³⁴.

3.2.4.4. Dynamiques régionales

L'objectif pour la création de Raia Mutomboki était la lutte contre les FDLR, un groupe armé d'origine rwandaise, et les soldats rwandophones au sein des FARDC. La présence des FDLR et d'une grande partie de la population rwandophone avec qui la population locale a des relations conflictuelles est la conséquence d'une histoire de conflits régionaux tubuleuse, comme décrit au-dessus dans « Historique du conflit ». Même si depuis le délogement des FDLR les éléments Raia Mutomboki s'intéressent beaucoup plus à l'exploitation minière et aux abus contre la population, le recrutement des Raia Mutomboki reste dominé par des récits d'identité, de sécurité communautaire et de défense locale³⁵. Le Raia Mutomboki attirent des jeunes avec leurs idées nationalistes contre les rwandophones et des interventions militaires par le Rwanda et l'Ouganda³⁶. La plupart des enquêtés ont en outre affirmé qu'il est possible que les acteurs aux conflits bénéficient des certains appuis étrangers et que la présence des minerais attire la convoitise des personnes étrangères. Cependant, ils n'étaient pas en mesure de préciser le pays ou les individus³⁷.

³² Les éléments FDLR étaient aussi présents, comme à Chulwe, jusqu'en 2011 quand ils étaient délogés par les Raia Mutomboki.

³³ Mission sur terrain SFCG janvier/février 2015

³⁴ Ibid.

³⁵ CONTESTED STATEHOOD, SECURITY DILEMMAS AND MILITIA POLITICS: THE RISE AND TRANSFORMATION OF RAÏA MUTOMBOKI IN EASTERN DRC, L'Afrique des Grands Lacs, 2013-2014

³⁶ CONTESTED STATEHOOD, SECURITY DILEMMAS AND MILITIA POLITICS: THE RISE AND TRANSFORMATION OF RAÏA MUTOMBOKI IN EASTERN DRC, L'Afrique des Grands Lacs, 2013-2014

³⁷ Mission sur terrain SFCG janvier/février 2015

3.2.4.5. Conclusion

Pour toute la zone d'étude, les conflits plus graves en cours, selon la population enquêtée, sont des conflits de pouvoir coutumier entre familles régnantes et les conflits fonciers, notamment autour des limites de champs et l'accaparement par des autorités. Le manque des titres fonciers, la non-maîtrise des textes légaux par la population, le manque de justice équitable et la manipulation de la loi par des politiciens sont à la base de conflits de limites de champs et de leurs propriétés. Les enquêtés ont aussi mentionné la présence de Raia Mutomboki, surtout dans le territoire de Kabare, et les affrontements entre ce groupe armé et l'armée nationale. Le Raia Mutomboki qui était apprécié par la population pour leur succès en délogeant les FDLR – un objectif qui est fortement appuyé par des femmes, premières victimes du Raia Mutomboki – de la zone est devenu un poids pour les civils. Présentement, les éléments Raia Mutomboki s'intéresse beaucoup plus à l'exploitation minière en commettant des abus contre la population civile que à leur protection. De plus, les civils sont les premières victimes lors des opérations militaires contre le Raia Mutomboki. La majorité de la population souhaite que le mouvement soit démobilisé. La zone d'étude est en outre caractérisée par le conflit d'accession au pouvoir coutumier entre deux frères de la famille régnante dans la chefferie de Nindja. L'implication de deux fractions du Raia Mutomboki risque d'éclater ce conflit.

3.2.5. Dynamiques positives

3.2.5.1. Processus de paix locaux

Les associations et organisations locales

Les personnes rencontrées dans tous les sites ont indiqué qu'il existe des organisations et associations locales qui interviennent dans la résolution et transformation de conflits malgré les limites de leurs moyens. A Chulwe, l'Association de Mamans Umoja ni Nguvu (AMUN), c'est-à-dire « l'union fait la force » s'implique activement dans la lutte contre les violences sexuelles. Ceci grâce à l'appui financier de l'organisation du droit italien de COOPI (Cooperazione Internazionale), Cordaid et CICR (Comité international de la Croix-Rouge) qui fournissent un appui en médicaments pour les soins de première nécessité aux femmes violées. L'organisation dénommée Assistance aux Personnes Vulnérables et Abandonnées (APVA) s'implique dans la cohésion communautaire. D'après son coordonnateur qui est en même temps l'infirmier titulaire de la zone de santé de Chulwe, son organisation fait des médiations avec les parties en conflit fonciers, elle met en place les regroupements ou cadres tels que le « Baraza » pour discuter et chercher la solution pacifique aux différends. Enfin, le CLOC (Comité Local des Organisations Communautaires) qui s'occupe de la médiation communautaire surtout sur les conflits fonciers a été installé grâce à l'appui financier de CARITAS Bukavu³⁸.

A Ihembe, on retrouve certaines organisations ayant comme objectif global la résolution et transformation pacifique des conflits pour une paix durable et le développement. Cependant, nos interlocuteurs signalent que toutes ces organisations sont confrontées à un problème des moyens. Parmi elles nous avons le Comité de médiation et de conciliation (CMC) ainsi que le CLOC, le Réseau communautaire de protection de l'enfant (RECOP), Jeunesse Active pour le Développement (JAD), Solidarité pour le Développement des Habitants Intègre (SODANI) et Jeunes Volontaires Actifs de Nindja

³⁸ Ibid.

(JAVAN). SODANI fait des travaux de rapprochement communautaire ainsi que de la patrouille mixte avec les forces de l'ordre car tout le groupement d'Ihembe ne compte que six policiers. Malgré leurs faibles moyens matériels et financiers, les démarches entreprises par les organisations susmentionnées et la population en générale dans la recherche de la paix semblent produire des fruits. C'est le cas de JAVAN qui ont présenté à l'équipe des enquêteurs et rapporteurs de SFCG sur terrain trois de leurs membres qu'ils ont réussi à sensibiliser et qui ont abandonné le mouvement Raia Mutomboki. Ces derniers ont pris part active au *focus-group* et ont témoigné qu'ils connaissent là où restent leurs amis et sont capables de les convaincre à quitter le maquis à condition qu'on leur garantisse une meilleure vie³⁹.

A Miti, nous avons certaines associations locales impliquées dans la résolution des conflits. C'est le cas du Centre International des Formations en Droits de l'homme (CIFDH) qui a créé des centres d'encadrement de la population pour lui apprendre les notions des droits humains. On a aussi l'organisation dénommée Population Unie pour le Développement Durable (PUDD) ainsi que le Cercle de Réflexion pour la Promotion de la Paix-Environnement et l'Agriculture (CERPEA). Dans certaines organisations comme le CERPEA, les femmes jouent un grand rôle sur la sensibilisation en matière de développement, la médiation et la conciliation ainsi que la résolution pacifique des conflits. Des centres d'alphabétisation de la femme rurale pour sa prise en charge (autonomisation) en luttant contre l'illettrisme ont été mis en place par le CERPEA dans plusieurs villages du groupement Miti et d'autres groupements voisins pour mieux passer les messages liés à la paix et amener les femmes à prendre conscience de l'importance de la cohésion communautaire, en tant qu'actrices principales de l'éducation familiale. CERPEA aussi mène de plaidoyer auprès des autorités et organisations internationales pour le renforcement du processus de paix et le respect des droits de l'homme et de la femme en particulier dans le groupement de Miti. En collaboration avec le CERPEA, l'organisation PUDD s'occupe de l'assainissement du milieu, de la promotion de paix et de la résolution des conflits. Selon le président du CERPEA, leurs organisations s'impliquent dans la résolution des conflits et la recherche de la paix car ils sont convaincus que sans la paix ils ne peuvent rien faire ou entreprendre comme action durable⁴⁰.

A Nzibira, il existe le Barza intercommunautaire qui s'implique dans la gestion et la transformation des conflits. La structure est fonctionnelle mais elle manque d'appui et son statut n'est pas encore reconnu. En collaboration avec d'autres associations locales, elle a quand même réussi à sensibiliser une quarantaine d'éléments de Raia Mutomboki qui ont rendu les armes et ont intégré la vie civile. Pour les enquêtés, le Barza intercommunautaire de Nzibira est une structure nouvelle et elle ne connaît pas encore bien son rôle. A Mulamba, le projet Tufaidike Wote mis en place par International Alert en collaboration avec FAO aide dans la médiation des conflits et a permis que les gens n'aillent plus au poste de la police⁴¹.

³⁹ Ibid.

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ Ibid.

A Walungu, il y a plusieurs associations qui s'impliquent dans le processus de paix, notamment le Réseau des Femmes pour le Développement et la Paix RFDP qui appuie les droits de femmes et la paix, l'Association des Femmes des Médias (AFEM), la Commission d'Accueil et de Réunification (CAR), l'organisation Journalistes pour la Promotion de la Démocratie et des Droits Humains (JPDDH) impliquée dans la production des émissions publiques et table-rondes sur la résolution et transformation pacifique des conflits, et les Comites de Médiation et la clinique juridique de la fondation Panzi. Les associations des femmes et certaines ONG s'impliquent dans l'éveil de conscience des femmes pour se prendre en charge et revendiquer leurs droits notamment pour le cas d'héritage. A Kamanyola, on a le Comité de Médiation et de Dialogue qui est un comité de médiation et de défense des droits de l'homme appuyé par Héritier de la Justice et la Dynamique Umoja Bonde la Ruzizi (DUBR) qui est une organisation locale impliquée également dans la résolution des conflits⁴².

D'autres acteurs de la paix

Certaines églises aident à l'édification de la population en matière de la gestion et de transformation des conflits. D'autres, par contre, qui organisent des chambres des prières contribuent aux tensions sur toute l'étendue du territoire. Les enquêtés citent le cas de la plupart des églises de réveil qui qualifient certaines gens des sorciers ou des portes malheur des autres suivant le « Maonyo » (révélation ou vision divine) et cela occasionne la justice populaire (lapider le présumer auteur, le bruler vif, etc.)⁴³. Des radios communautaires comme Mulangane, Etvkabare, ou Bubusa font passer les messages invitant la population à la cohabitation pacifique. Les autorités coutumières (chefs des groupements, chefs de localités et chefs des villages) ensemble avec les chefs politico-administratifs (chefs de poste) réunissent quelque fois les gens dans la communauté pour une solution à l'amiable sur les conflits qui opposent des parties. Dans la plupart des communautés, les femmes ne sont pas souvent invitées par les hommes au niveau des instances de décision. Selon les enquêtés de tous les sites ciblés, c'est néanmoins les femmes qui sont plus intéressées à la gestion et transformation des conflits. Elles sont toujours aptes à dénoncer les acteurs instigateurs des conflits.

3.2.5.2. Structuration de la société civile

Dans quelques endroits, on trouve la structure officielle de la société civile (SC). C'est le cas pour Chulwe, Miti et Cirunga. A Ihembe et Iregabaronyi, il n'y a actuellement pas la SC parce qu'elle a été persécutée par Raia Mutomboki qui l'ont accusée d'être informatrice de l'armée. La SC de Miti, Cirunga et Chulwe sont en étroite collaboration avec celle de Bukavu qui sert comme bureau de coordination. Il n'y a pas de problèmes autour la gestion de la SC ni de leur composition. La SC à Cirunga est active, elle mène de plaidoyer auprès des autorités en faveur de la population pour leur protection. A Chulwe, la SC est présente, mais elle craint des poursuites de la part des Raia Mutomboki, ce qui fait qu'elle n'effectue pas de plaidoyer pour la protection des civils. Elle mène principalement de la sensibilisation sur la cohabitation pacifique. Cependant, pour la plupart, la population ne s'intéresse pas à leurs activités champêtres. A Miti et Cirunga, la SC sert de pont entre la population et l'autorité, fait le monitoring des conflits et des violations de droits de l'homme ainsi que le suivi des activités de développement dans les

⁴² Ibid.

⁴³ Ibid.

groupements. Ceci pour se rassurer que les actions prioritaires choisies lors du vote du budget participatif sont exécutées telles que prévues. A Miti, la SC fait des plaidoyers auprès de l'autorité pour présenter les problèmes du milieu, organise des rencontres avec les couches sociales de la population pour des questions cruciales du groupement, sensibilise la population en général et les jeunes en particulier sur le changement des comportements et la promotion du développement du milieu, dénonce toutes les exactions auprès de l'autorité compétente et a mis en place un système d'alerte par l'utilisation des sifflets en cas d'incursion des voleurs à mains armés⁴⁴.

Dans chaque localité visitée dans le territoire de Walungu, il y a la structure de la CS composée d'un président, un secrétaire et les membres. Elle s'occupe surtout de la gestion et la résolution des conflits. Elle travaille dans le cadre de la médiation et du plaidoyer et elle dénonce les abus de droits de l'homme. Les personnes enquêtées ne connaissent pas des conflits de gestion et composition de la CS. Les relations des CS avec la structure à Bukavu sont bonnes. Pour les élections à Bukavu, on convoque toutes les associations civiles de tous les noyaux du territoire. Selon nos enquêtés, toutes les associations communautés sont dans la société civile et la société civile elle-même est l'organe de réconciliation des gens⁴⁵.

3.2.5.3. Provision de services par des organisations non-gouvernementales

Il y a quelques organisations internationales qui mènent des efforts dans la résolution et transformation des conflits dans cette zone. A Chulwe, le CICR a installé un cadre de concertation pour des échanges entre Raia Mutomboki et la population. En outre, l'Association de Mama Umoja ni Nguvu (AMUN) a reçu de l'appui de COOPI, Cordaid et CICR pour fournir un effort pour lutter contre les violences sexuelles. A Nzibira, Women for Women intervient dans la formation des femmes dans la gestion et la résolution des conflits. A Mulamba, Tufaidike Wote qui s'occupe de la médiation des conflits a été mis en place par International Alert en collaboration avec FAO. D'autres ONG internationales qui interviennent dans la zone sont le NRC, le SFCG, WAR CHILD et Food Hungry. Les sketchs et les cinémas mobiles par SFCG sont bien appréciés par la population locale ainsi que les journées de réflexion autour des thèmes ayant trait à la résolution des conflits organisées par des différentes organisations locales et internationales⁴⁶.

3.2.5.4. Dynamisme du secteur privé/entrepreneuriat

Les activités du secteur privé sont l'agriculture, l'élevage, le petit commerce, l'activité des taxis motos et les plantations privées (Miti et Cirunga) qui servent de l'agriculture et élevage, et l'exploitation minière qui est surtout artisanale, la maçonnerie, la scierie et la briqueterie. La production des plantations privées est très petite. Il y a eu dans le passé des conflits de limites entre les plantations et la population riveraine mais de moindre importance. Les enquêtées n'ont pas mentionné ces conflits pendant les *focus groups* ni les entretiens. La production des zones frontalières, surtout du Groupement de Kamanyola, est vendue au Rwanda. Pour dynamiser le secteur privé, les enquêtés ont recommandé la modernisation de l'exploitation minière, la revitalisation des activités de la société minière SOMINKI dans la collectivité

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ Ibid.

de Luntukulu, dans le groupement de Kamanyola, chefferie de Ngweshe, la réhabilitation des infrastructures, l'électrification rurale (la réhabilitation du micro-central de SODERZA à Miti), et l'appui aux centres d'encadrement et de formation des jeunes et des femmes⁴⁷. Il n'y a presque pas d'emplois formels dans ces zones rurales ce qui facilite une instrumentalisation de jeunes hommes par le Raia Mutomboki.

3.2.5.5. Conclusion

La zone d'étude connaît plusieurs d'organisations et associations locales qui interviennent dans le processus de paix dont la plupart connaît de problèmes de moyens. Certaines font de la médiation des conflits et s'impliquent dans la cohésion communautaire, d'autres fournissent des efforts pour lutter contre les violences sexuelles, sensibilisent sur les droits de l'homme ou essaient de convaincre les éléments de Raia Mutomboki de se démobiliser. Tous ces efforts ne sont pas coordonnés et n'ont pas une vision partagée avec un plan d'action clair. Il y a quelques associations de femmes et des actions qui visent à renforcer leur capacité de devenir actrices de paix et de revendiquer leurs droits, mais généralement elle sont exclues du processus de paix, mais ce sont elles qui sont plus intéressées à la gestion et transformation des conflits.

Certaines autorités locales parfois s'impliquent comme médiateurs. Certaines églises jouent un grand rôle dans la transformation des conflits, lorsque d'autres, surtout les églises de réveil, mobilisent les gens à la justice populaire. Quelques radios communautaires passent des messages de la cohabitation pacifique. Dans quelques endroits, on trouve la structure officielle de la société civile qui mène surtout le monitoring des violations de droits de l'homme et des plaidoyers en faveur de la protection civile et la médiation des conflits. La SC pourrait être plus efficace, mais elle ne se sent pas en sécurité à cause des menaces du Raia Mutomboki et manque de moyens. Les organisations internationales qui interviennent dans le processus de paix mènent surtout des activités de la résolution de conflits qui sont bien appréciées par la population locale. Le secteur privé est très limité et les jeunes ont du mal à trouver un travail formel, ce qui les pousse à rejoindre les forces illégales, dit Raia Mutomboki.

3.3. Faisabilité

3.3.1. Degré de présence de l'Etat

L'administration civile

Kabare

L'Administrateur du territoire de Kabare est assisté par un chargé de l'administration et politique ainsi qu'un chargé de l'économie, finances et développement. L'effectif de l'administration territoriale est de 495 agents dont 255 sont immatriculés et 240 sont des nouvelles unités, selon le responsable de l'administration. Les agents immatriculés sont rémunérés, sauf le Chef du bureau qui n'a pas reçu son salaire depuis 2007⁴⁸. Les infrastructures de l'administration (fournitures et bâtiment) sont en état de délabrement avancé. Les agents administratifs dans tout le territoire de Kabare manquent de logement. L'Administrateur affirme avoir jugé d'aller loger dans la ville de Bukavu car son territoire ne dispose

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ Listing de payent

ANALYSE DE CONFLIT - Zone « Walungu et Kabare », Sud Kivu, R.D. Congo

d'aucune résidence pour les administrateurs. Voici les différents services techniques et leurs effectifs dans le territoire de Kabare selon le rapport de l'année 2013⁴⁹.

SERVICES TECHNIQUES	EFFECTIFS	IMMATRICULE	SALAIRE	PRIME
Agriculture et élevage	135	45	45	Néant
Administration	78	78	77	Néant
Environnement et conservation de la nature, eau et forêts	39	5	5	Néant
Travaux publics et infrastructures	25	25	25	Néant
Transport et communication	5	5	5	Néant
Transport terrestre	27	20	20	Néant
Urbanisme	7	4	4	Néant
Sport et loisir	6	3	3	Néant
Petites-Moyennes Entreprises	Néant	Néant	Néant	Néant
Habitat	18	7	7	Néant
Droits humains	6	0	0	Néant
Culture et art	23	2	2	Néant
Tourisme	Néant	Néant	Néant	Néant
Développement rural	38	1	1	Néant
Genre-famille et enfant	7	2	2	Néant
Energie	1	1	1	Néant
Budget	8	4	4	Néant
Enseignement Secondaire Professionnel (Kabare I et II)	53	52	52	Néant
Santé	Néant	Néant	Néant	Néant

Les services qui existent au niveau des chefferies de Kabare et Nindja sont les suivants: Le service de l'Etat civil chargé de recenser les populations, le service de l'Environnement, le service de l'Agriculture, Pêche et Elevage, le Service vétérinaire, la Caisse et Comptabilité, les Taxateurs et le Secrétariat administratif. L'administration de la chefferie de Kabare est jugée d'être efficace par les enquêtés, mais elle est confrontée aux problèmes des fournitures et matériels de bureau. Le Chef de chefferie de Nindja est absent à cause du conflit qui oppose les deux fils du feu le Mwami depuis que Alexandre Maheshe Na Nindja est décédé en 2014. A ce jour, il n'y a pas de chef nommé. L'administration est quasi-inexistante à cause de cette division au sein de la famille royale et a aussi un problème d'infrastructure⁵⁰.

Walungu

L'Administrateur du territoire de Walungu est assisté d'un chargé de l'administration et d'un chargé des finances. L'administration territoriale compte 383 agents dont seuls 168 reçoivent le salaire. Au niveau

⁴⁹ Le rapport de 2014 n'était pas encore prêt au moment de cette recherche.

⁵⁰ Mission sur terrain SFCG janvier/février 2015

du territoire, les services suivants sont présents : le Service de l'Etat civil chargé de recenser les populations, le Service de l'Environnement, le Service de l'Agriculture, Pêche et Elevage, le Service foncier, le Service des Mines, le Service vétérinaire, la Caisse et Comptabilité et les Taxateurs. Selon les enquêtés, l'Administrateur du territoire n'est pas efficace dans la gestion de son territoire. Les enquêtés à Nzibira ont indiqué que les services étatiques ne savent pas réaliser leur mission et que la population a des mésententes avec les agents de l'Etat⁵¹.

Les services des forces de l'ordre

FARDC

Kabare⁵²

Il y a 80 éléments FARDC déployés à Chulwe depuis début février 2015 qui dépend du 3308^e Régiment. Ils contrôlent effectivement Chulwe, et les localités de Lutika, Kigulube, Kibandamangobo et Nyalubemba. Selon certains enquêtés, le 3308^e Régiment serait composée essentiellement de militaires hutus, dont certains parmi eux étaient plusieurs fois appréhendés, dans le passé, comme éléments FDLR dans leur camp installé à environ 3km de Chulwe. A Ihembe, 36 éléments FARDC sont déployés depuis janvier 2015 et dépendent du 33^{ème} Région militaire. Les FARDC ont aussi une base à Miti depuis avril 2011. Ces effectifs sont très réduits pour contrôler toute la zone d'étude et ils manquent de moyen de communication et de déploiement. Tous ces militaires ont été formés progressivement suivant l'installation des *régiments*. Ils sont tous payés dans les sites visités mais ils reçoivent un salaire insuffisant. Ils reçoivent aussi de la ration alimentaire. Ces militaires font face aux problèmes de manque de bâtiments administratifs, de logement, de retard de paiement de solde et de manque de soins médicaux par eux et leurs enfants⁵³.

Walungu

Selon les enquêtés, les militaires se trouvent, en nombre réduit, dans tout le territoire de Walungu, surtout à Nzibira depuis que le Raia Mutomboki a été délogé en novembre 2014, mais n'ont aucun appui en nature ou des soins médicaux pour eux et leurs familles et leur solde arrive souvent avec un retard. Selon eux, les militaires gradés bénéficient périodiquement des formations de base. Les militaires situés dans le territoire n'ont pas de camps militaires ou de logements, ils vivent ensemble avec la population. La proximité des militaires avec les civils cause des problèmes de vols et de tueries surtout lorsqu'un voisin civil a des mésententes avec son voisin militaire. Il y a un manque de dialogue entre les militaires et les civils. Ceux qui sont déployés dans des endroits éloignés des villages se construisent des maisonnettes au bord de la route⁵⁴.

PNC⁵⁵

Kabare

⁵¹ Ibid.

⁵² Mission sur terrain SFCG janvier/février 2015 (entretien avec le Commandant du régiment FARDC à Nyamunyunyi)

⁵³ Mission sur terrain SFCG janvier/février 2015

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ Mission sur terrain SFCG janvier/février 2015 (entretiens avec le Chefs de poste)

ANALYSE DE CONFLIT - Zone « Walungu et Kabare », Sud Kivu, R.D. Congo

Les effectifs de la police dans les endroits visités sont très limités pour un contrôle effectif de toute la zone et ils manquent des moyens de transport et communication. Il n’y a que six éléments de la police dont quatre payés à Ihembe qui contrôlent toute la chefferie de Nindja ; il n’y a pas de poste de police à Chulwe. Le commandant de la PNC à Miti affirme que par manque d’éléments qui acceptent l’affectation dans les milieux ruraux, les groupements de Miti et Cirunga comptent 14 policiers dont six payés qui se déploient à Bushumba, Mudaka, INERA, Cirunga-centre et à une position avancée dans les collines surplombant la localité de Miti, plus précisément à Kafurumaye et Combo. Ces 14 policiers ont toute la chefferie de Kabare sous leur contrôle. Quatre de six policiers à Ihembe ont été formés à Miti-Cirunga et dix ont reçu la formation de base au camp Jules Moké à Bukavu. Ces policiers ne reçoivent pas de rations alimentaires ni aucun autre appui (pas de logement et soins médicaux). Les dix policiers payés reçoivent leurs soldes de que 45,000 FC, soit 50 dollars, mensuel en retard. La police à Ihembe n’a pas de bureau ; elle est logée dans une maison qui jadis abritait le poste d’Etat qui est actuellement en délabrement très avancé. Le bureau de la police de Miti/Cirunga est construit en planches et manque de fourniture de bureau.

Walungu

L’effectif des policiers dans le territoire de Walungu est aussi très réduit. A Nzibira, à titre d’exemple, il n’y a qu’un commandant qui y est affecté avec un policier. Dans d’autres endroits, les commandants n’ont pas de gardes de corps. Selon les enquêtés, la plupart des policiers ne sont pas payés. Les policiers de Kamanyola bénéficient parfois des sardines de la part des agents de la MONUSCO. Les agents de la PNC sont confrontés au problème de manque de tenue, et ceux qui ont de l’argent achètent des tenus à leurs propres frais. Les policiers n’ont pas de bâtiments, ils logent dans les maisons des civils. Dans les endroits comme au village de Mugogo où existent des bureaux de la police, on trouve que ce sont des maisons qui ne remplissent pas les conditions hygiéniques et sont souvent en état de délabrement.

La perception de la population sur les forces de sécurité

La population enquêtée connaît les responsabilités des forces sécuritaires ; les FARDC et la PNC assurent respectivement la défense nationale et la sécurité des personnes et de leurs biens. Certains ont affirmé qu’ils sont satisfaits avec les services fournis par les forces sécuritaires, tandis que d’autres disent qu’ils ne sont pas contents car ces services sont souvent gangrenés par la corruption, les tracasseries administratives, l’injustice et les violations des droits de l’homme. A Kamanyola, par exemple, les services de police exigent aux habitants de payer les frais de carburant qu’ils ont consommés lors d’une intervention. Les enquêtés disent que l’accès à la police est équitable, mais que de fois les dossiers sont mal gérés. Vu l’effectif des éléments de l’ordre très réduits, et même des entités sans aucune unité de la PNC, d’aucuns pensent qu’ils ne sont pas en mesure d’assurer la sécurité de la population⁵⁶.

ANR⁵⁷

Kabare

⁵⁶ Mission sur terrain SFCG janvier/février 2015

⁵⁷ Ibid.

ANALYSE DE CONFLIT - Zone « Walungu et Kabare», Sud Kivu, R.D. Congo

Selon le responsable territorial de l'ANR Kabare, il y a un agent à Chulwe, un à Ihembe et onze à Miti-Cirunga. Les éléments ANR sont dépourvus de tout moyen de bord comme les véhicules, matériels de communication (Motorola), bureaux et n'ont aucun salaire pour aller vivre dans des zones reculées comme Chulwe ou Ihembe. Dans la Chefferie de Nindja, on ne trouve aucun agent dans le Groupement d'Iregabaronyi, deux agents dans le Groupement de Lwahago et un dans le Groupement d'Ihembe. Dans la Chefferie de Kabare, il y a trois dans le Groupement de Bugobe, trois dans le Groupement de Bugorhe, trois dans le Groupement de Bushwira, trois dans le Groupement de Bushumba, trois dans le groupement de Cirunga, douze dans le groupement de Kabagi, sept dans le Groupement de Katana, huit dans le Groupement de Lugendo, huit dans le Groupement de Luhihi, douze dans le Groupement de Mudusa, sept dans le Groupement de Mumosho, huit dans le Groupement de Miti et vingt dans le Groupement de Mudaka.

Walungu

Selon les enquêtés, le service de l'ANR est partout dans le territoire mais il souffre du problème de la confusion dans son attribution, il confond son service avec celui de la PNC.

Justice civile et militaire⁵⁸

Kabare

Il n'y a qu'un seul Tribunal de paix (TRIPAIX) à Cirunga où travaillent trois magistrats dont un juge président et deux juges assesseurs ainsi qu'un secrétariat, neuf greffiers dont trois femmes et sept huissiers dont une femme. Seul les trois magistrats sont immatriculés et formés et reçoivent régulièrement leurs soldes et seul le juge président a à sa disposition un logement dans un bâtiment du territoire. Quatre greffiers ont reçu une formation recommandée pour leur poste. Le TRIPAIX n'a pas de bâtiment mais est logé dans un bâtiment délabré du territoire. 90% des enquêtés affirment ne rien connaître de la justice ou la confondent avec la loi ainsi que les missions y afférentes. Et la justice est selon eux non équitable.

Walungu

Il y a un Tribunal de paix au chef lieu du territoire avec trois magistrats et deux juges. Il y a 14 agents dont quatre femmes. Selon le greffier, parmi ces 14 agents, un agent est immatriculé, huit sont mécanisés mais non payés. Seul 25% des agents sont payés. Les autres n'ont même jamais eu la prime de l'Etat depuis la création du tribunal il y a cinq ans. Au niveau de chaque parquet on a deux magistrats (tous hommes). Il y a dix agents parmi lesquels on trouve deux femmes. Seuls deux agents (les magistrats) sont immatriculés et reçoivent la prime, les autres sont des nouvelles unités. A part les magistrats, personne n'a aucune formation recommandée et appropriée. Les bâtiments qui abritent le TRIPAIX sont en bon état, mais le parquet n'a pas de bâtiment. Il est logé dans le bâtiment du TRIPAIX dans un espace très limité, dont les deux magistrats partagent le même bureau. Les agents du TRIPAIX et du parquet n'ont pas de logement, ils sont locataires dans des hôtels et d'autres restent dans des familles d'accueil.

⁵⁸ Ibid.

Services correctionnels⁵⁹

Kabare

Une seule prison centrale est installée à Cirunga (la prison centrale de Kabare). Tous les autres commissariats de la PNC à travers le territoire n'ont que des cachots. La prison centrale de Kabare a 17 agents dont deux femmes qui sont répartis de la manière suivante : 13 surveillants et quatre administratifs. Seuls quatre agents sur ces 17 sont régulièrement payés alors que tout le monde a reçu une formation de base recommandée pour leur poste, effectuée par la MONUSCO, le PNUD et l'ONG locale UHAKI SAFI. Le bâtiment est en bon état mais nécessite de travaux d'entretien et la construction des nouvelles cellules. La prison centrale de Kabare dénombre actuellement 232 prisonniers. Aucune femme n'est détenue dans ce lieu carcéral en raison du manque de cellule spécifique. Signalons que cette prison a une capacité d'accueil de 300 personnes. Aucune résidence n'a été prévue pour le personnel de la prison.

Walungu

Dans le territoire de Walungu, il y a une seule prison qui sert comme prison centrale de la police de district et de l'ANR. Le Directeur est immatriculé et payé, le gardien adjoint est une nouvelle unité non immatriculée et payée, un des deux surveillants en chef est immatriculé et payé et l'autre est immatriculé mais non payé. Pendant notre mission sur terrain en janvier/février 2015, il y a eu 36 détenus, 35 prévenus et un condamné. Sur la liste, il n'y a aucune femme. La prison a une capacité d'accueillir 300 personnes. Le bâtiment est nouveau, il a été inauguré le 9 Juin 2014 et a commencé à fonctionner à partir du 14 Août 2014. Cependant, il y a un problème d'humidité qui envahit le bâtiment à cause de l'eau qui y pénètre. Les interviewés ont signalé qu'il n'y a pas de nourriture pour les prisonniers et qu'il y a l'installation électrique mais le courant n'y arrive pas. Il y a un infirmier, mais il n'y a pas de médicament et instruments. Les autres endroits ont des cachots. Celui de Kamanyola détient les accusés pendant trop longtemps alors que la période de détention dans un cachot ne devrait pas dépasser deux semaines.

3.3.2. Interventions en cours (humanitaire, stabilisation, développement)

A Chulwe, le CICR a installé une maison d'écoute psycho-sociale pour les survivantes des violences sexuelles qui sert de cadre pour suivre leurs problèmes. Le PAM fait l'assistance en vivre et le UNHCR/AIRD en kit abris aux retournés qui avaient fui les affrontements qui ont opposé les FARDC en novembre 2014. Concernant les projets de développement, il y a des centres d'alphabétisation de la femme rurale dans plusieurs villages du groupement de Miti et des groupements voisins par l'organisation locale Cercle de Réflexion pour la Paix-Environnement et l'Agriculture (CERPEA) avec l'appui de l'ONG Espagnole COOPERA. Il n'y a pas des activités de la stabilisation dans la zone de Kabare, ni une structure de coordination, toutes les ONG et associations travaillent en ordre dispersé. D'après les informations recueillies, les organisations ne parviennent pas à se regrouper par manque des moyens ou des financements pour des actions communes⁶⁰.

⁵⁹ Ibid.

⁶⁰ Ibid.

A Nzibira, Women for Women facilite le petit commerce, l'élevage et l'agriculture aux femmes vulnérables et les sensibilise sur leurs droits. Les activités sont bien appréciées, mais il y a une partie de la population qui reproche à Women for Women de prioriser les femmes tout en oubliant les hommes. Toujours à Nzibira, des femmes ont créé la mutuelle de la solidarité (MUSO) avec comme objectif principal l'octroi des microcrédits mais souffre du manque de capacité pour évoluer. A Mushinga, l'IRC a construit des écoles et a fait une adduction d'eau dans le village de Fazili. Dans la zone de Walungu, il y a une structure de coordination pour les ONG nationales et internationales et les associations de la société civile. Ensemble, elles ont un cadre d'échange pour définir les actions à mener conjointement au cours de l'année et évaluer les actions réalisées dans le territoire⁶¹.

A Nzibira, il y a le conflit lié à l'aide humanitaire en vivres et non vivres. Certaines organisations sont accusées de la mauvaise gestion des aides accordées. Parfois, les vivres sont vendus à des tierces personnes ou distribués à des personnes pour lesquelles ils n'étaient destinés ou qui n'ont pas été identifiées. Certains enquêtés affirment également que lors de la distribution, certains agents humanitaires commis à la distribution en profitent pour abuser sexuellement certaines femmes qui bénéficient en contre parti des vivres. D'autres escroquent même de l'argent aux citoyens sous prétexte qu'il y aura une éventuelle aide humanitaire alors que c'est faux, ont-ils ajouté. A Mushinga, les conflits existent avec certaines ONG qui engagent la main d'œuvre venant d'ailleurs alors que dans leur milieu il y a des personnes qualifiées qui peuvent bénéficier de l'emploi⁶².

3.3.3. Environnement

Impact du conflit

Le déplacement de la population

Dans le groupement de Miti, les enquêtés ont exprimé leur crainte que le déplacement des gens des villages vers les centres de Miti et Kavumu suite à l'insécurité causée par les hommes armés parfois qualifiés comme des FDLR accentue les risques des conflits autour de la terre. Il y a aussi des déplacés à Chulwe, fuyant les affrontements qui ont opposé les FARDC aux Raia Mutomboki dans la localité de Mbogwe et Mashushi en novembre 2014. Dans le groupement de Mulamba, le Raia Mutomboki est actif à Cinda et Kashebeyi, ce qui a occasionné le déplacement de certains habitants vers le centre de Mulamba, Nzibira et vers Nzinzi. Le conflit lié au massacre de Mutarule dans le territoire d'Uvira a occasionné le déplacement de la population vers Kamanyola en territoire de Walungu. Ce massacre a entraîné la mort de plus de 30 personnes tuées à coup de machette dans une seule nuit en été 2014⁶³.

Les plus affectés par le conflit : Les femmes, enfants et jeunes hommes

La plupart des enquêtés ont expliqué que les femmes, les enfants et jeunes sont souvent les plus affectés par les conflits car ils sont souvent enlevés ou violés par des hommes armés. De plus, les maris abandonnent leurs familles ou meurent et toute la charge familiale revient aux mères. Beaucoup d'enfants sont des orphelins qui abandonnent les études et deviennent des enfants de la rue. Le Raia

⁶¹ Ibid.

⁶² Ibid.

⁶³ Analyse de conflit sur la zone "Hauts Plateaux de Mwenga-Plaine de la Ruzizi" par SFCG en octobre 2014.

Mutomboki est constitué pour la plupart par des jeunes hommes qui joignent le mouvement souvent volontairement sur base de sentiments nationalistes.

Cohésion sociale

Pour la zone d'étude, les différentes communautés cohabitent en harmonie. Comme discuté dans ce rapport, la population concernée s'inquiète surtout de la présence des FDLR et des soldats rwandophones et ne démontre pas des conflits interethniques comme ailleurs à l'Est de la RDC (par exemple le conflit de pouvoir coutumier entre des communautés, aussi rencontré dans les territoires voisins comme à Mwenga et Uvira⁶⁴). Les enquêtés dans tous les sites affirment que les enfants de différentes communautés étudient ensemble et que les femmes fréquentent les mêmes marchés et tout le monde va aux mêmes églises. Les communautés partagent les deuils, les fêtes, le sport et autres jeux cultures. Les membres des différentes communautés se marient entre eux et adhèrent aux mêmes partis politiques.

Cependant, il y a une division entre femme et homme dans le travail, la scolarisation et l'héritage. Certains travaux sont réservés exclusivement aux hommes/garçons et d'autres aux femmes/filles. C'est le cas de la femme/fille pour qui on pense qu'elle ne doit s'occuper que de la cuisine, prendre charge des besoins de la famille, et cultiver les champs. Les femmes et filles souffrent également d'une grande discrimination du point de vue d'héritage. Un garçon de n'importe quel âge prime sur toutes les filles et femmes de sa famille lorsqu'il s'agit d'hériter. La discrimination liée au genre se fait aussi sentir au niveau de la scolarisation. Parmi les analphabètes, 70-80% sont des filles contre 20-30% de garçons.⁶⁵ Les filles n'ont souvent pas la chance de terminer leurs études.

Accès/Sécurité:

L'accès à la zone d'étude pour les agents de l'extérieur (humanitaire, de stabilisation et développement) est possible. Les routes sont pour la plupart praticables par voiture ; l'accessibilité devient un peu difficile pendant la saison de pluie, surtout dans le Walungu. Les coupeurs des routes et des barrières illégales sont des tracasseries qui sont visibles dans la zone. De même, il faut éviter les zones sous opérations militaires contre le Raia Mutomboki.

4. Conclusion et recommandations

Les conflits dans la zone d'étude sont surtout créés par la faiblesse des forces de sécurité, le manque d'une gouvernance équitable et l'absence de l'Etat de droit. Les conflits les plus récurrents tournent autour de la terre, du pouvoir coutumier entièrement lié à l'accès à la terre, et sont créés par la présence de Raia Mutomboki qui profite de l'exploitation minière illégale. La population souhaite vivre en paix ce qui veut dire, selon elle, l'absence de la circulation des armes, la liberté de voyager, le développement du milieu, l'accès aux soins de santé et à l'éducation, la sécurité, liberté d'exercer toute activité, le commerce et l'agriculture. La population se dit fatiguée par les conséquences des conflits, y

⁶⁴ Pour plus d'informations, veuillez regarder « Analyse de conflit sur la zone "Hauts Plateaux de Mwenga-Plaine de la Ruzizi" par SFCG en octobre 2014. »

⁶⁵ Selon le Chef de localité de Chulwe, Mr. Hamisi Ngmba et le Chef de village d'Ihembe, Mr. Matunguru NaNindja (mission sur terrain SFCG janvier/février 2015).

ANALYSE DE CONFLIT - Zone « Walungu et Kabare», Sud Kivu, R.D. Congo

compris les tueries, les viols, les fréquences des incursions armées, les affrontements physiques, le déplacement de la population, la séparation des familles, l'abandon des études, la méfiance et mésentente parmi les gens, et le frein aux projets de développement. Il faut souligner le rôle actif des femmes dans la lutte contre les FDLR d'une part et leur souhait et efforts de s'impliquer dans le processus de paix d'autre part ; elles se distinguent dans leur engagement d'autres endroits à l'Est de la RDC.

Les besoins en stabilisation peuvent être résumés de la manière suivante, selon les enquêtés en collaboration avec SFCG :

- Restauration de l'autorité de l'Etat pour assurer l'ordre et la sécurité (par exemple, augmenter l'effectif des forces sécuritaires, les moyens de communication et transport, assurer le paiement des agents et l'amélioration de leurs habitations et l'application de la discipline et d'une gouvernance équitable et non discriminatoire).
- Renforcement des autorités civiles (par exemple renforcer la capacité et la discipline des agents civils) et réhabilitation des infrastructures étatiques.
- L'intervention de la justice pour départager les deux fils du Mwami de Nindja afin de faire régner la paix dans la zone.
- Le désarmement du Raia Mutomboki et l'encadrement de tous les démobilisés.
- La lutte contre l'impunité, l'application de la justice équitable avec rigueur.
- Délimitation claire des champs par les services de cadastre et sensibilisation sur les questions foncières et successorales et sur le Code de la famille en générale.
- La formalisation du secteur minier.
- L'appui aux organisations et associations locales, surtout féminines et des jeunes.
- Promotion de l'éducation de la jeunesse et création des emplois et activités génératrices de revenus.
- Plaidoyer pour le droit des femmes et filles à l'héritage et à la succession de la terre.
- Désenclavement de toute la zone par le réseau téléphonique et autres moyens de communication comme la radio communautaire et la réhabilitation des infrastructures routières.
- Des projets de développement intégrateurs.
- La mise en place des centres de médiation des conflits de terre et héritage/succession ou cadre d'échange et l'organisation des séances de sensibilisation à la cohabitation pacifique ou règlement des conflits à l'amiable.

5. Bibliographie

Amnesty International, *The Time for Justice is Now*, August 2011

Armed groups and the exercise of public authority: the cases of the Mayi-Mayi and Raia Mutomboki in Kalehe, South Kivu, *Peacebuilding*, mai 2014

CONTESTED STATEHOOD, SECURITY DILEMMAS AND MILITIA POLITICS: THE RISE AND TRANSFORMATION OF RAÏA MUTOMBOKI IN EASTERN DRC, *L'Afrique des Grands Lacs*, 2013-2014
DRC 1993-2003, UN Mapping Report, August 2010

ANALYSE DE CONFLIT - Zone « Walungu et Kabare», Sud Kivu, R.D. Congo

International Alert, Terre, Pouvoir et Identité, 2010

ITUC, Violence against Women in Eastern Democratic Republic of Congo, Whose responsibility? Whose complicity ?, November 2011

Final Report of the UN Group of Experts on the DRC (S/2012/843) 2012